

Le nouveau président ukrainien convoque des législatives anticipées

Volodymyr Zelensky, intronisé lundi 20 mai, annonce la dissolution du Parlement. Il demande aux élus d'adopter comme dernière mesure la fin de l'immunité parlementaire

Aceux qui espéraient que l'homme se serait assagi après sa victoire foudroyante à l'élection présidentielle ukrainienne, en avril, Volodymyr Zelensky a opposé, lundi 20 mai, un démenti cinglant. Investi président, l'ancien acteur a montré qu'il n'entendait pas abandonner les méthodes qui l'ont conduit au pouvoir : impertinence, transgression et offensive permanente.

A peine prononcée sa prestation de serment, le sixième président de l'Ukraine indépendante a annoncé la dissolution du Parlement et la convocation d'élections anticipées, qui devraient se tenir dans un délai de deux mois. Elu en capitalisant sur la défiance des Ukrainiens envers leurs élites et sa promesse de mettre fin à la corruption et de «casser le système», le président Zelensky semble déterminé à maintenir ce cap, celui d'une pression constante sur la vieille classe politique.

«Je ne comprends pas quand nos gouvernants haussent les épaules et disent: "Nous ne pouvons rien faire." Ce n'est pas vrai, vous pouvez faire quelque chose: vous pouvez prendre une feuille de papier et un stylo et laisser vos fauteuils à ceux qui pensent aux générations futures», a-t-il lancé à des députés médusés pour justifier sa décision. A ce Parlement malmené, le nouveau président a toutefois

Au-delà du symbole et du message envoyés à l'Ukraine, il y a pour le président une nécessité : son parti n'a aucun élu

enjoint d'adopter comme dernières mesures une réforme du code électoral et la fin de l'immunité parlementaire. «Faites cela et vous pourrez vous décerner une médaille», a-t-il plaidé, demandant à plusieurs hauts fonctionnaires et ministres chargés de la défense et de la sécurité de démissionner. Premier à entendre l'appel, le premier ministre Volodymyr Hroïzman a annoncé son départ dans la soirée.

Manceuvre risquée

Au-delà du symbole et du message envoyés à l'Ukraine, il y a aussi pour le nouveau président une nécessité : le parti qu'il a créé, Serviteur du peuple (du nom de la série à laquelle il doit une part importante de sa popularité, où il incarne un simple professeur propulsé président), ne dispose pour l'heure d'aucun élu. En surfant sur la vague qui l'a vu emporter 73 %

des voix au second tour de la présidentielle, M. Zelensky peut espérer constituer un groupe suffisamment solide pour former une coalition. Sans cela, la tâche déjà infiniment compliquée de réformer en profondeur les structures de l'Etat ukrainien s'annoncerait tout bonnement impossible.

La manœuvre n'est pas seulement risquée, elle peut être contestée. La Constitution prévoit en effet la possibilité d'une dissolution une fois seulement l'absence de coalition viable constatée par le président du Parlement. D'éventuelles contestations constitueraient un premier rapport de force à engager pour le président élu. «L'expérience montre que lorsque les légitimités politiques et juridiques s'affrontent, c'est le politique qui l'emporte, tempère l'analyste politique Vladimir Fessenko. Surtout, les groupes les plus importants du Parlement ne sont pas foncièrement contre des élections anticipées.»

C'est particulièrement vrai s'agissant des élus fidèles au président sortant, Petro Porochenko, qui entend lui aussi profiter de la mobilisation de son électoral, dont une partie n'a pas digéré l'élection du comique Zelensky, jugé non seulement inexpérimenté, mais aussi faible et soumis aux intérêts oligarchiques.

Les détracteurs du président n'auront sans doute pas été rassu-

rés par les saillies populistes qui ont émaillé le discours d'investiture du nouveau président. «Chacun d'entre nous est président. Chacun d'entre nous a prêté serment sur la Constitution, chacun d'entre nous assume la responsabilité pour notre Ukraine», a-t-il ainsi débuté son intervention, quelque peu décousue quoique au ton très volontariste.

Cessez-le-feu dans l'est

Agé de 41 ans, le plus jeune président de l'Ukraine postsoviétique est arrivé à pied au Parlement, saluant la foule massée sur l'itinéraire. Par deux fois, il est passé de l'ukrainien au russe : pour réclamer au pouvoir russe la libération des prisonniers ukrainiens détenus par Moscou, puis pour rappeler aux citoyens du Donbass qu'ils appartiennent bien à la communauté nationale.

Volodymyr Zelensky a d'ailleurs particulièrement insisté sur la nécessité de parvenir à un cessez-le-feu dans l'est du pays – «Ce sera ma première mission» – où les affrontements ont fait quelque 13 000 morts depuis 2014. Tout en se disant prêt à «tout» dans ses discussions avec Moscou, il a précisé que la reprise du dialogue avec la Russie ne pourrait avoir lieu qu'après la restitution des territoires ukrainiens et la libération des prisonniers de guerre. ■

BENOÎT VITKINE